

FORUM BERTRAND BADIE, professeur à Sciences-Po Paris

Pourquoi ne négocie-t-on plus ?

L'art de la négociation s'est forgé au fil de notre temps westphalien : dès la Renaissance, il n'était plus question de soumission totale de l'adversaire, mais de compromis réglés sur des rapports de force. On négociait dans le prolongement naturel de la guerre et à son unisson : la diplomatie a été elle-même inventée dès cette époque comme art de gérer les différends et d'achever les conflits. La parenthèse est-elle refermée ? Ou, plus exactement, cet art se trouve-t-il désormais cantonné aux seules questions commerciales, comme si on réservait l'essentiel du génie négociateur aux seules transactions opérées sur le marché ? On semble revenir au Moyen Âge, à cette époque où toutes les couleurs du compromis étaient réservées aux foires réunissant les marchands !

Comment ne pas noter avec préoccupation que les grandes questions politiques et de sécurité sont maintenant hors du champ de la négociation internationale, tandis que celles afférentes à la survie de la planète se prolongent sans aboutir réellement ? Le refrain de puissance consiste aujourd'hui à s'enorgueillir publiquement de son refus de négocier, que ce soit avec les « terroristes », avec les pays déviant, enfreignant les lois internationales (que celui qui ne s'en est jamais rendu coupable jette donc la première pierre !), avec les

petits ou avec les grands, avec Al Assad, le Hamas, l'Iran, le Hezbollah et désormais la Russie, pieusement exclue du G7, avec les acteurs qui ne sont pas des États ou avec ceux qui ne devraient pas l'être, avec celui qu'on n'aime pas ou avec cet autre qui a le tort de ne pas nous ressembler.

Une diplomatie qui parle à l'autre est toujours plus performante que celle qui reste muette hors de ses salons privés.

On apprendrait autrefois qu'on négociait avec son ennemi, non pas pour lui faire allégeance ni pour lui donner raison, mais simplement pour trouver un point d'équilibre qui assurerait au monde le minimum de stabilité et de coexistence dont il a besoin pour survivre. C'est là désormais que le bât blesse : la vision du conflit qui tend à se banaliser n'est plus liée à cet ardent désir d'équilibre, mais à une vision totale qui bannit le compromis pour le taxer de faiblesse. L'ennemi n'est plus ce partenaire avec lequel il convient de transiger : c'est un coupable, un délinquant qui ne nous place plus en combatant, mais en justicier. Dans la guerre « juste », il n'est plus de compromis, seule demeure l'ardente obligation de faire triompher le vrai.

Négocier s'apparente alors à de la faiblesse. Le virus était déjà là, non déclaré, en 1918, pour imposer une paix non négociée à l'Allemagne vaincue et pécheresse : on sait où cette humiliation a pu mener, mais ses résultats tragiques n'ont pourtant amené personne. Lorsque Barack Obama a rouvert le cycle des négociations, avec l'Iran ou, sur la Syrie, avec la Russie, ce ne pouvait être qu'avec de faiblesse... et aujourd'hui encore le diplomatiquement correct dont on use à propos de l'Iran est de dire haut et fort que mieux vaut ne parvenir à aucun accord qu'à un mauvais traité... Autrement dit, mieux vaut ignorer totalement les

attentes du partenaire que s'efforcer de les prendre en compte et de les intégrer dans un ordre nouveau ! Mieux vaut un ordre pensé unilatéralement qu'une mondialisation faite d'adaptations de visions et d'intérêts qui pourraient ne peuvent aller qu'en divergeant de plus en plus. Le calcul est redoutable. Ce mélange de paix unilatérale et de visions univoques conduit mécaniquement à un monde où celui qui ne sera pas du côté du gendarme autoproclamé n'aura pas d'autre choix que d'opter pour la déliquance organisée. La déviance diplomatique était jadis inconcevable dans un monde d'égaux fréquentables, où on se faisait la guerre tout en se respectant, où on s'affrontait tout en participant également à la définition des règles du jeu. Il

en va tout autrement aujourd'hui : en bannissant la négociation, on ramène l'arène internationale à un banal jeu du gendarme et du voleur, donnant même à celui-ci la confortable certitude qu'en manoeuvrant bien, il pourra s'offrir à peu de frais un vrai rôle international.

Au lieu d'abolir la négociation, de s'en jouer, voire de s'en moquer, il convient bien aujourd'hui de la réinventer. Négocier suppose d'abord une recherche de l'ajustement qui ne peut être que plus généreuse à mesure que le monde se diversifie et s'élargit. L'art implique aussi la recherche d'un langage commun qui présuppose des normes partagées, là où le soubassement du monde reste entièrement fait de charpentes occidentales issues d'un monde où l'Europe était seule à agir. Il se définit enfin par une prise en compte de biens communs qui ne peuvent plus désormais s'apprécier qu'à l'échelle mondiale. Un bon accord n'est pas n'importe quel accord, mais c'est avant tout un compromis, cet exercice dans lequel personne ne gagne totalement et tous renoncent précisément à l'idéal de perfection. En revanche, une diplomatie qui parle à l'autre est toujours plus performante que celle qui reste muette hors de ses salons privés. L'absence de compromis n'est-elle pas de se distinguer de l'impeccable ? Son but n'est-il pas de préférer le passable à l'im-passe, elle-même synonyme de chaos ?

LIBRE OPINION PHILIPPE KALTENBACH, sénateur (PS) des Hauts-de-Seine, membre de la commission des lois
MICHEL TERROT, député (UMP) du Rhône, secrétaire de la commission des affaires étrangères
BOINALI SAÏD, député (apparenté PS) de Mayotte, membre de la commission des affaires étrangères

Au Niger, la santé en rempart à la fragilité sociale

Alors que les violences intercommunautaires s'amplifient en Centrafrique et dans le nord du Mali, le président de la République sera aujourd'hui dans un pays voisin, le Niger. Nous nous y sommes rendus le mois dernier. Cette mission nous a permis de mesurer l'utilité de l'aide française, et celle en faveur de la santé notamment, dans le renforcement du tissu social et de la stabilité du pays. Amputer les crédits de l'aide publique au développement (APD), c'est mettre en péril les progrès accomplis et fragiliser la stabilité de la région.

Au Niger, 114 enfants sur 1 000 meurent avant leur cinquième anniversaire. Si on compare ce chiffre au taux de mortalité français de 4‰, il est dramatique. Si on le compare au taux de mortalité du Niger vingt ans auparavant, 31,3‰, il est impressionnant. Si le Niger détiendait le plus faible indice de développement humain au monde, nous avons découvert dans ce pays une forte volonté de changer la donne.

Nous y avons constaté l'efficacité des dispositifs mis en place pour atteindre ces résultats : la vaccination du nourrisson, le traitement de la sous-nutrition, le dépistage du VIH et la prévention de la trans-

mission du virus VIH de la mère à l'enfant... Le tout dans un système de soins gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans.

Ce dispositif et les interventions qui en découlent sont soutenus par la France. Elle est l'un des principaux contributeurs des institutions multilatérales présentes dans le pays, telles que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou l'Alliance Gavi pour l'accès à la vaccination. La France participe aussi au « Fonds commun santé », un pot commun pour les financements extérieurs favorisant la coordination et l'alignement des donateurs dans le pays.

En outre, notre pays, à travers le projet « Initiative santé solidarité Sahel », propose une assistance technique pour remédier aux carences d'une politique de gratuité encore jeune et qui manque de ressources nationales pour la financer.

Alors que la France doit trouver 50 milliards d'euros d'économie, nous avons de fortes inquiétudes sur les conséquences qu'aurait la réduction de l'aide française. Certes, tous les ministères doivent consentir à des efforts et les arbitrages seront difficiles. Cependant, dans le projet de loi de finances rectificative pour 2014, la mission APD concentre 5 % des coupes, alors qu'elle

ne correspond qu'à 1 % des dépenses. Le projet de loi mentionne explicitement une « réduction des dépenses d'intervention », de mauvais augure pour 2015.

Contrairement à une idée reçue, 68 % des Français se prononcent en faveur d'un maintien ou d'une hausse du montant de l'APD.

Amputer les crédits de l'aide publique au développement (APD), c'est mettre en péril les progrès accomplis et fragiliser la stabilité de la région.

Au Niger, nous avons touché du doigt les conséquences qu'induitaient des coupes dans l'APD française : détérioration de l'état de santé et du niveau de vie des populations, baisse du pouvoir d'achat, augmentation de la pauvreté et des inégalités, renforcement du sentiment d'injustice et d'insécurité, en somme le terreau du terrorisme que nos troupes françaises s'efforcent de combattre dans la région sahélienne.

Les questions posées restent celles-ci : allons-nous toujours pouvoir garantir la sécurité des populations des pays et des

intérets français dans les zones d'extrême pauvreté à travers de constantes opérations militaires ? Ou faut-il soutenir nos États amis et partenaires politiques et commerciaux dans la construction d'États de droit pacifiés avec des populations ayant accès à la santé et à l'éducation ?

En d'autres termes, est-il plus efficace pour la France d'investir maintenant dans la création d'un environnement favorable et d'un partenariat privilégié avec les pays du Sud ou de payer lourdement des coûts militaires, humains et économiques dans les prochaines années ?

Il est par ailleurs notable que la loi sur l'APD votée en juin dernier priorise l'aide aux pays les plus pauvres. Une liste exhaustive de pays a été établie, et le Niger en fait partie. Restons tout de même vigilants quant à l'application de cette loi.

Dans le contexte budgétaire que l'on connaît et malgré nos divergences partielles, nous faisons cause commune pour le maintien des moyens pour cette politique. Faire des budgets extérieurs une variable d'ajustement pourrait avoir des conséquences néfastes pour les populations, pour la stabilité du pays, mais aussi pour notre économie dans une région aux portes de l'Europe où les intérêts et l'implication de la France sont nombreux.